



Elections simultanées : bon ou mauvais plan ?

“Les partis traditionnels ont simplement estimé que la tripartite traditionnelle sortirait renforcée des élections et pourrait être reconduite partout.”

OLIVIER MAINGAIN

Le 25 mai a montré les effets pervers du méga-scrutin

Les événements qui ont marqué la vie politique de l'après 25 mai avaient valeur de test. Pour la première fois, les Belges votaient, le même jour, pour les élections fédérales, régionales, communautaires et européennes. Le méga-scrutin 2014 devait livrer son verdict démocratique. Bon ou mauvais pour la stabilité politique du pays ? Facteur de renforcement ou d'affaiblissement du fédéralisme à la belge ? Pour rappel, l'accord politique qui a conduit à l'avènement du gouvernement Di Rupo – fin 2011 et après 541 jours de crise – avait couché sur papier cette concomitance suite à la chute du gouvernement Letermé en avril 2010.

A l'époque, le monde politique tablait sur une forme de maturité pour l'Etat fédéral que serait la Belgique une fois la sixième réforme de l'Etat mise en œuvre. La législature fédérale était portée de 4 à 5 ans afin de la calquer sur celle des régions. L'espoir ? Que cela facilite une harmonisation des majorités qui se dégagerait aux différents niveaux de pouvoir. Olivier Maingain, président du FDF, farouchement opposé à ce méga-scrutin, en fait une lecture plus cynique. *“Les partis traditionnels ont simplement estimé que la tripartite traditionnelle sortirait renforcée des élections et pourrait être reconduite partout, in-*

dique-t-il. L'histoire démontre que ces partis ont été d'une grande naïveté. En Belgique, les majorités régionales sont beaucoup plus rapidement constituées qu'au fédéral.”

Ecolo, au contraire, espérait durant la campagne électorale être en mesure de pérenniser l'organisation conjointe de toutes ces élections. Son programme résume à merveille les avantages de la simultanéité des scrutins. *“Le découplage entre les élections fédérales et les élections communautaires/régionales avait pour objectif de contribuer à l'émergence d'un espace politique propre aux entités fédérées et de permettre l'appropriation de ces nouvelles institutions par la population, relevaient les verts. Or il faut constater que cet objectif n'a pas été atteint. Lorsque presque tous les membres des gouvernements communautaires ou régionaux participent aux élections fédérales à une place éligible ou quand un vaste carrousel des responsabilités ministérielles est organisé à tous les niveaux de pouvoir [...], la clarté démocratique en souffre et la coexistence d'espaces démocratiques distincts devient illusoire. En outre, ce découplage aboutit à une campagne électorale permanente...”*

Qu'a-t-on constaté au lendemain du 25 mai ? D'abord que les majorités régionales se sont rapidement formées, et ce en lien direct avec les incertitudes fédérales. PS et CDH ont congloméré en Wallonie et à

Bruxelles (où le FDF est venu compléter la majorité).

Magnette sceptique

Dans la foulée, un axe CD&V/N-VA s'est formé en Flandre avant de se présenter aux négociations fédérales. Dans l'opposition en Wallonie, le MR est parti seul négocier avec trois partis flamands puisque l'Open VLD a été ramené à la table (et en région flamande) afin de rendre possible la coalition “suédoise”. En bref, la symétrie entre niveaux de pouvoir n'est devenue réalité qu'au nord du pays.

Fin juin, dans *“L'Avenir”*, Paul Magnette (PS), nouveau ministre-président wallon, se montrait pour le moins critique par rapport au scrutin simultané. *“Dans un système fédéral, ça complique le jeu. Ce que nous avons fait, c'est désimultanéiser. On avait des résultats clairs, il n'y avait pas de raison d'attendre. Quand on sait avec qui on veut y aller, on y va. Et tout ça n'a aucune implication sur la formation au fédéral.”* Fidèle à lui-même, le CDH met la balle au centre: *“Il n'y a pas de système parfait. La simultanéité permet de répondre à toutes les préoccupations des citoyens durant la campagne et de présenter un projet cohérent. L'inconvénient, c'est que ça rend les négociations fédérales sans doute plus complexes.”*

Mathieu Colleyn

“Une question qui ne cessera jamais de se poser

Entretien **Stéphane Tassin**

Pour Pierre Vercauteren, politologue à l'UCL Mons, la question de la simultanéité des élections est une question éminemment intéressante qui mériterait certainement de faire l'objet d'un colloque et qui ne cessera jamais de se poser.

Pensez-vous qu'il faille à tout prix préserver la simultanéité des élections ?

J'observe tout d'abord que le débat n'est pas récent et qu'il revient très souvent. La logique initiale était la suivante: nous sommes dans un Etat fédéral cela a donc du sens d'avoir des échéances distinctes entre les entités fédérées et le niveau fédéral. Un peu comme en Allemagne. Un argument défendu par ceux qui ont constaté que lors de la crise politique qui a vu l'avènement du gouvernement Di Rupo, l'Etat a fonctionné car les entités fédérées fonctionnaient normalement. Le problème c'est que depuis 1999 nous avons eu huit scrutins, tout cela a donné l'impression d'une campagne électorale permanente.

D'où la simultanéité défendue par certains pour le récent scrutin ?

Cela produit, en effet, une vraie période d'accalmie mais ça réduit la logique fédérale car cela crée des interdépendances entre les niveaux de pouvoir.

Pourquoi ne pas adopter alors le modèle allemand ?

Là-bas, même entre les entités fédérées, il y a des échéances distinctes. On pourrait imaginer des élections régionales la même année mais pas au même moment en fonction de la région. Dans ce cas-là on reviendrait au travers de la campagne électorale permanente. Dans tous les systèmes il y a des effets secondaires.

Est-ce que c'est cela qui donne le sentiment que le citoyen se lasse de la politique ?

On peut se demander dans quelles mesures, le caractère récurrent des crises communautaires et l'obligation de vote ne sont pas à l'origine de cette lassitude. Aux USA, vous avez des élections tous les deux ans et on ne constate pas du tout la même chose.

Les niveaux de pouvoir sont toujours intimement liés ?

On le voit pour la commission, une décision prise au niveau régional a un impact au fédéral.

Découpler les scrutins atténuerait alors l'impact d'élections régionales sur le fédéral et inversement ?

Pas forcément. La plupart des élections régionales ou fédérales ont un impact sur l'autre. On a très souvent constaté un jeu de chaises musicales entre les différents niveaux de pouvoir. On ne l'évitera jamais.

La désignation du commissaire européen a un impact fort sur les négociations au fédéral ? Ne devrait-on pas en tirer une leçon ?

Nous sommes ici dans un contexte spécifique. C'est la première fois qu'on rencontre toutes ces difficultés. En 1999, les scrutins étaient simultanés et le choix a été vite fait donc on ne peut pas prendre la situation actuelle comme argument. Précisons aussi que même dans le cas d'un nouveau découplage des élections on n'échappe pas à un moment donné au retour de la simultanéité.

Est-ce qu'il n'y a pas dans ce pays trop peu de régions pour que notre fédéralisme soit efficace ?

C'est un argument défendu par certains. Il faut savoir qu'une des idées de 1970 était d'installer un fédéralisme provincial autour des 9 provinces qui seraient devenues 9 régions. On ne reviendra pas à cette idée. C'est un cas d'école plus qu'une hypothèse réaliste.

“Cela produit, en effet, une vraie période d'accalmie mais ça réduit la logique fédérale.”

PIERRE VERCAUTEREN
Politologue à l'UCL Mons.